

Aborder le commun dans l'action publique: un retour d'expérience personnel

Bruno Lion

Directeur adjoint

DRAAF Occitanie



ACCUEIL / SOCIÉTÉ

Malveillance contre les agriculteurs : Didier Guillaume lance un "observatoire de l'agri-bashing"

Entrepreneur



Responsable

Décide

Prend ses risque

Investit

Entrepreneur

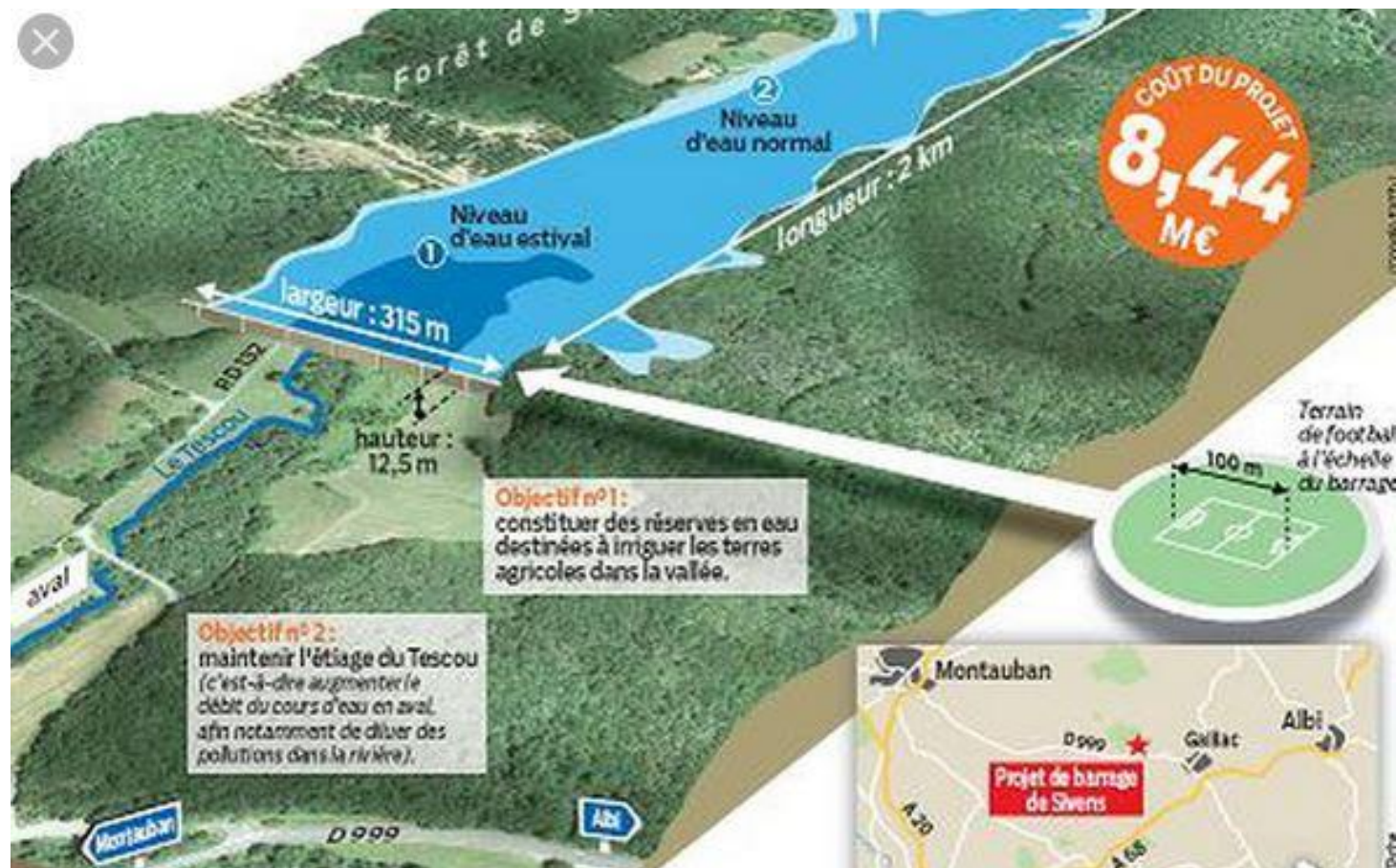


L'agriculteur connaît son métier et est le mieux à même pour décider de ce qu'il doit faire

Liberté Compétence



Domaine
privé



Monde
Agricole



Pouvoirs
publics



Intérêt général

Intérêt public

Intérêt public



visibilité

sécurité

confiance

Un système en crise





Les liens aux
écosystèmes



Changement
climatique

Marchés



La complexité
agissante

Modèles
alimentaires



Innovations technologiques



Modes de
production



Innovations
démocratiques
et sociétales



Comment concevoir, dans cette complexité

La création d'une
ressource en eau?

L'utilisation des
phytos en zones
riverains?

Quelles seront les formes d'agriculture rentables sur le bassin du Tescou dans 5 ans , 10 ans, 20 ans?

A quel risque objectif est exposé une femme enceinte et un fœtus qui vivent en bordure d'une zone où ont lieu des traitements ?

Avec qui parler, négocier, travailler, co-construire, agir?

La création d'une ressource en eau?

- les agriculteurs
- leurs représentants
- Les habitants
- Les citoyens, les consommateurs
- Les représentants des milieux naturels
- les administrations
- Les politiques
- Les scientifiques
- Les experts
- Les médecins
- Les juristes
- Les acteurs économiques
- Les médias...

L'utilisation des phytos en zones riverains?

Des représentation du problème
Des systèmes de valeurs
Des « Vérités »
Des Intentions
Des capacités à agir...



« On peut en effet parler d'une crise de dévalorisation du savoir et de l'expertise. Il y a notamment une certaine défiance à l'égard de la science « réglementaire ». Et je pense que différents phénomènes actuels empêchent la majorité des gens, hors des cercles d'initiés que sont les chercheurs d'une discipline, de distinguer aussi aisément qu'auparavant une science robuste de toute autre démarche qui n'en a que l'apparence »

Mathias Girel, spécialiste de
l'épistémologie à l'École normale
supérieure
Journal du CNRS janvier 2019

« Ce débat est une initiative inédite dont j'ai la ferme volonté de tirer toutes les conclusions. Ce n'est ni une élection, ni un référendum. C'est votre expression personnelle, correspondant à votre histoire, à vos opinions, à vos priorités, qui est ici attendue, sans distinction d'âge ni de condition sociale. **C'est, je crois, un grand pas en avant pour notre République que de consulter ainsi ses citoyens.** Pour garantir votre liberté de parole, je veux que cette consultation soit organisée en toute indépendance, et soit encadrée par toutes les garanties de loyauté et de transparence. »

E. MACRON dans sa lettre aux français lors du grand débat

« le dictionnaire d'Oxford prend acte de l'irruption massive du terme «post-vérité» à la fois dans les médias et dans le lexique courant. Elle est définie comme ce qui se rapporte *«aux circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence sur l'opinion publique que ceux qui font appel à l'émotion ou aux croyances personnelles»*. ...Le dictionnaire ajoute ceci, qui est plus intéressant: non seulement la «post-vérité» occupe aujourd'hui une place centrale mais elle implique que la «vérité» est devenue une notion secondaire, insignifiante voire dépourvue de pertinence. »

Myriam Revault d'Allonnes est professeur à l'École pratique des hautes études. Elle vient de publier [La Faiblesse du vrai. Ce que la post-vérité fait à notre monde commun](#) (Seuil, octobre 2018)

L'interrogation du responsable public face à un problème complexe: comment l'aborder? Comment co-construire, par quelle méthode?



Le commun: un concept pertinent et adapté aux problèmes complexes et multi-acteurs

Une entrée intéressante: l'approche patrimoniale, développée à l'agro par H.Ollagnon

L'affaire du barrage de Sivens « a fragilisé l'Etat de droit » selon Larcher

POLITIQUE

Parta

Le drame de Sivens crée une crise politique dans la majorité

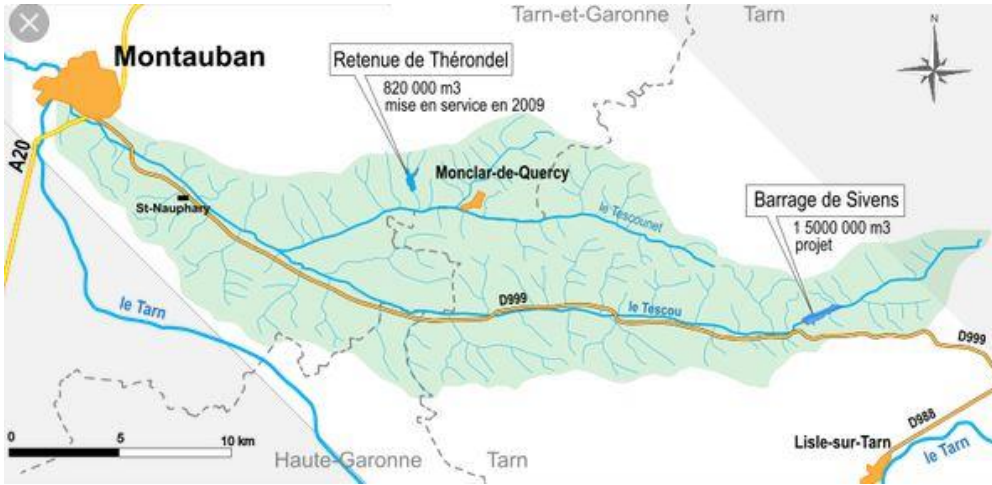
Le gouvernement appelle à la retenue. Des écologistes réclament la démission de Bernard Cazeneuve.

Par Bastien Bonnefous - Publié le 28 octobre 2014 à 20h02 - Mis à jour le 19 août 2019 à 14h27

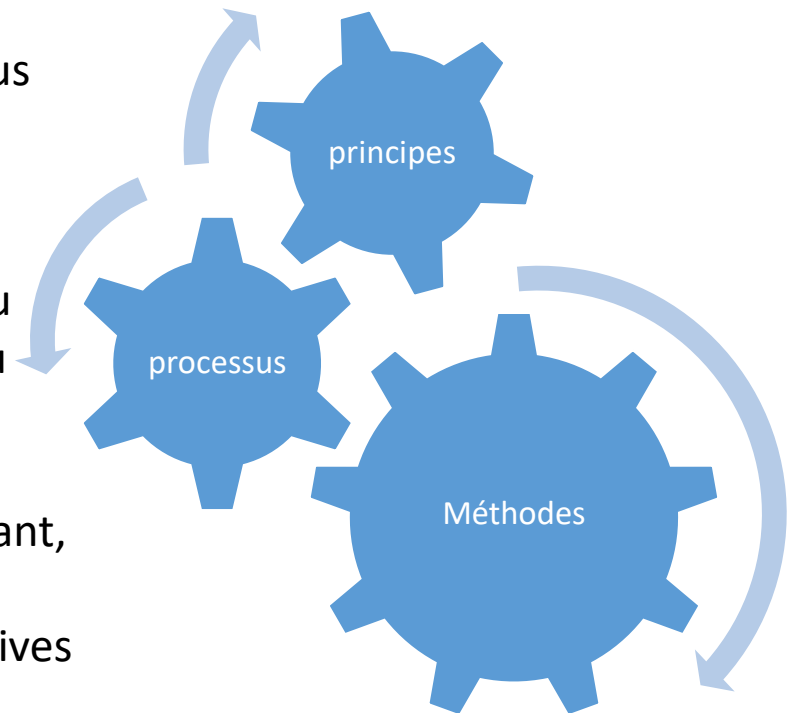
Ce qui frappe effectivement lorsque l'on étudie la situation et la gestion de l'eau dans le bassin Adour-Garonne, c'est l'abîme qui existe entre le monde représenté et vécu des opposants au projet, et celui des gestionnaires, d'une majorité d'élus qui les représentent mais aussi une partie des habitants qui soutiennent leurs élus. Tout se passe comme si nous vivions des histoires contées parallèlement mais qui jamais ne se rencontrent. On observe notamment de fortes divergences de représentations de l'écosystème et de rationalités notamment techniques, sociales, politiques, spatiales et économiques.

On demande à l'État de prendre aussi ses responsabilités. La gestion de l'eau lui incombe ! [...] C'est un débat qui nous dépasse, qui est devenu une affaire nationale.

Le post-SIVENS: un exemple d'approche par le commun



- Des besoins en eau multiples non satisfaits à ce jour s'expriment et ne trouveront de réponse qu'en rapport avec un projet global, partagé par le plus grand nombre et ancré dans la réalité du territoire.
- Les défis que constituent d'une part, le changement climatique et l'évolution démographique en grande périphérie de Toulouse, et d'autre part l'évolution des attentes de la société vis-à-vis de l'alimentation, de l'agriculture, du rapport au vivant et du vivre ensemble, appellent une mobilisation des acteurs du Tescou pour dessiner un avenir commun possible.
- L'ambition, partagée par les acteurs s'étant mobilisés, de maintenir une agriculture diversifiée et pourvoyeuse d'emplois, de renouveler leur rapport au vivant, de développer le tourisme, l'attractivité de la vallée et une économie autour des énergies renouvelables et des nouvelles technologies, ouvre de nouvelles perspectives au territoire du Tescou



La démarche Sivens

- Un engagement fort de l'Etat (2 préfets, 2 DDT, DRAAF, DREAL) dans une promesse faite aux acteurs: respecter leurs identités , écouter leur parole, construire avec eux et les accompagner dans l'action
- Le recours à une équipe de facilitation extérieure
- Un cadre méthodologique: l'approche patrimoniales (Ollagnon) qui a permis d'installer durablement des principes et des méthodes (règles du maire suisse)

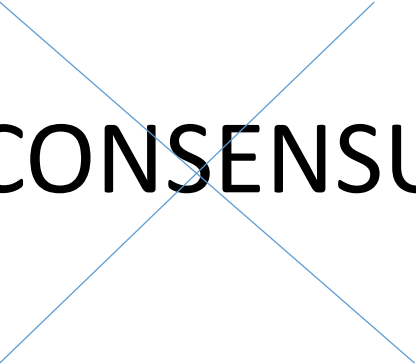
La démarche Sivens L'émergence progressive du commun par la facilitation

Phase 1

- 65 personnes auditées « conditions et moyens d'une meilleure gestion de la qualité du territoire du bassin versant du Tescou: quelle stratégie pour la ressource en eau »
- 170h d'entretiens, un rapport d'intégration restitué aux participants qui a permis un accord pour engager un processus
- Des séminaires par famille d'acteur, puis par thématiques
- Une charte d'engagement (décembre 2017)
- Un système de gouvernance de l'action en commun

Phase 2

- 90 acteurs mobilisés
 - 25 réunions et 5 groupes projets
 - Une gouvernance active et investie
- 2 ans de travail



CONSENSUS

CONSENTEMENT

La démarche Sivens

Depuis 18 mois: des acteurs qui font vivre par eux-mêmes la gouvernance et les principes qu'ils ont adopté.

C'est fragile, incertain, mais jusque là...ça tient!

Barrage de Sivens : consensus de l'ensemble des acteurs pour évaluer les besoins en eau dans la vallée du Tescou

Ce consensus entre les 51 acteurs (élus locaux, associations, agriculteurs) est historique. Le projet initial du barrage de Sivens avait provoqué une large contestation, au cours de laquelle le militant Rémi Fraisse avait été tué en 2014.

Dialogue apaisé autour de « l'après-Sivens »

Les faits Élus, agriculteurs et associations environnementalistes sont arrivés lundi 9 septembre à un accord concernant le projet d'irrigation à Sivens, dans le Tarn, quatre ans après la mort du jeune militant écologiste Rémi Fraisse.

ENVIRONNEMENT

A Sivens, la première pierre de l'apaisement

Par Grégoire Souchay — 9 septembre 2019 à 18:40

Sivens, le 15 juillet. Photo Guillaume Rivière pour «Libération»



L'instance de co-construction chargée de réfléchir à la construction d'une retenue d'eau a adopté une résolution mettant tout le monde d'accord. A l'exception des zadistes.

Barrage de SIVENS //les eaux troubles du calcul égoïste

***Jeudi 28 novembre 20h30 - salle de la Démocratie à Graulhet
(mairie)***

soirée débat avec Marc Laimé

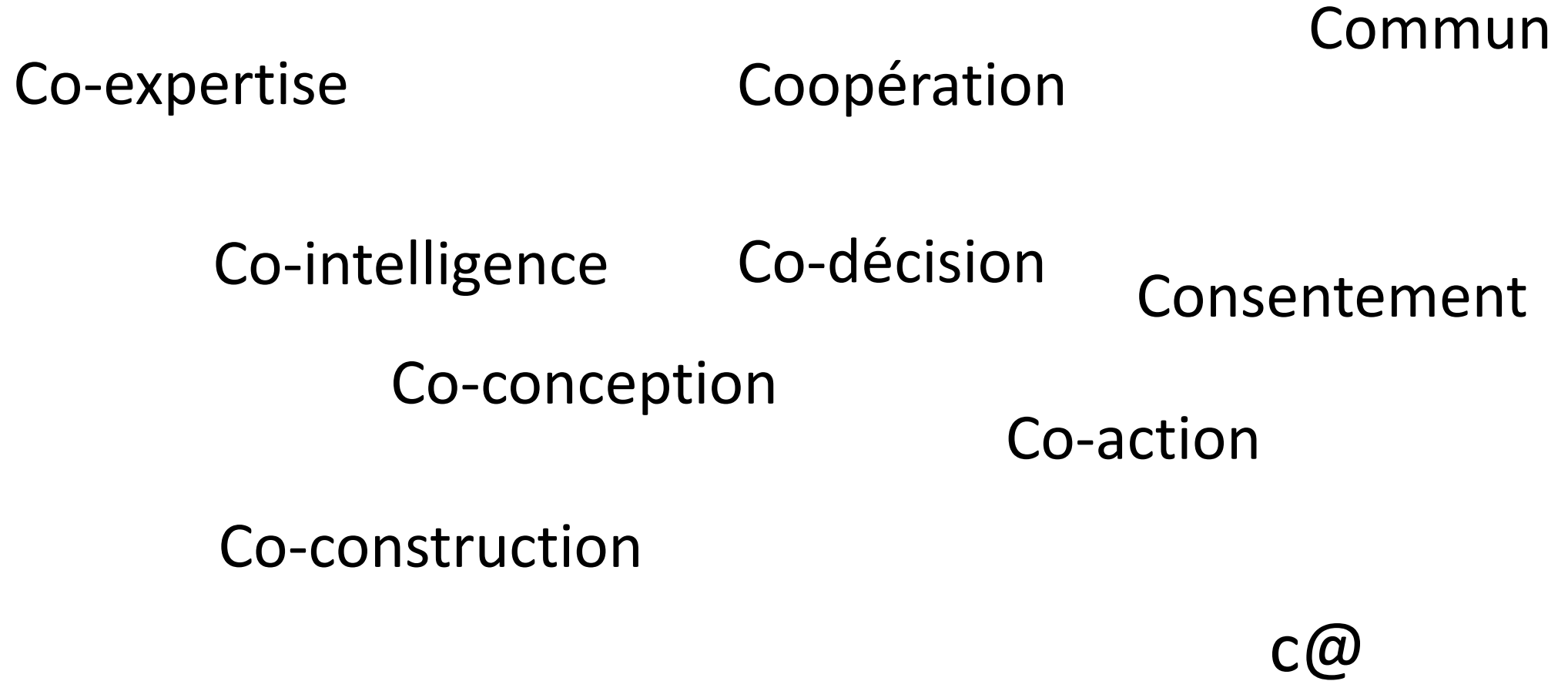
**où nous découvrirons pourquoi le Conseil départemental, la
Chambre d'agriculture et la FNSEA s'entêtent à vouloir imposer
aux populations locales un barrage inutile,**

**où nous apprendrons pourquoi fournir encore plus d'eau à
l'agriculture est un non sens écologique et une atteinte à
l'humanité.**

Un nouveau chantier: l'utilisation des pesticides en zone riverain.

Exploration de 3 situations territoriales dans le cadre d'un projet financé par ECOPHYTO et le RRN

Bienvenue dans le monde du CO



Un changement de paradigme
pour l'action publique

Un enjeu stratégique pour
les acteurs du vivant